



# Rapport Financier Intermédiaire

## 1<sup>er</sup> Semestre 2017

Ce rapport est préparé conformément au prescrit de l'article 13 de l'Arrêté Royal du 14 novembre 2007 sur les obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé.

Bone Therapeutics publie son Rapport Financier Semestriel en anglais. Une traduction française de ce rapport est également disponible. Si des différences d'interprétation devaient exister entre les versions française et anglaise de ce Rapport, la version anglaise prévaudrait.

---

## Rapport Financier Intermédiaire du 1er Semestre 2017 de Bone Therapeutics

### 1. Rapport de gestion du Conseil d'administration

Au cours du premier semestre 2017, Bone Therapeutics a poursuivi le développement de ses plateformes de thérapie cellulaire autologue et allogénique au travers d'études cliniques majeures et a, notamment, achevé le recrutement des patients pour l'analyse intermédiaire de l'essai de Phase I/IIA avec ALLOB® dans les fractures avec retard de consolidation. Les résultats de cette analyse intermédiaire, ainsi que ceux de l'essai dans la fusion vertébrale, attendus en septembre, pourraient constituer des points d'inflexion potentiels de création de valeur, rapprochant un peu plus notre plateforme innovante de thérapie cellulaire osseuse de la phase de commercialisation. Nous sommes également satisfaits de la progression de notre étude de Phase III avec PREOB® dans l'ostéonécrose de la hanche, le recrutement des 44 patients, nécessaires à l'analyse intermédiaire prévue dans le cadre de cet essai, étant achevé.

Le total des produits d'exploitation pour les six premiers mois de 2017 restent stables et s'élèvent à 1,92 M€ comparé à 1,96 M€ pour les six premiers mois de 2016. La perte d'exploitation pour la période s'élève à 6,16 M€ comparé à 5,74 M€ en 2016. La Société clôture les premiers six premiers mois de l'année avec 12,60 M€ en trésorerie.

#### Principales réalisations opérationnelles

##### **ALLOB®**

En mars, Bone Therapeutics a finalisé le recrutement des 16 patients requis pour l'analyse intermédiaire de l'étude clinique de Phase I/IIA avec ALLOB® dans les fractures avec retard de consolidation. Cette étude clinique ouverte, évalue sur 6 mois la sécurité et l'efficacité d'ALLOB® dans le traitement des fractures avec retard de consolidation des os longs. Le Comité de surveillance et de suivi a confirmé l'innocuité du traitement pour ces 16 premiers patients et a recommandé la poursuite de l'étude.

L'étude vise le recrutement de 32 patients, mais la flexibilité du protocole permet d'interrompre par anticipation le recrutement si l'analyse intermédiaire des données, relatives aux 16 premiers patients, est positive. Les résultats de l'analyse intermédiaire sont attendus en septembre.

Les données de l'étude de Phase IIA dans les fractures avec retard de consolidation, annoncées en mai 2016, ont montré des résultats initiaux d'efficacité encourageants pour les 8 premiers patients traités, mettant en évidence une amélioration des paramètres radiologiques et cliniques à hauteur respectivement de 77 % et 68 %.

Par ailleurs, la Société a reçu en juin de l'Office Européen des Brevets (OEB) une notification d'intention de délivrer un brevet essentiel protégeant sa technologie first-in-class de thérapie cellulaire allogénique. Le brevet étendra la propriété intellectuelle, relative aux méthodes de fabrication et au type cellulaire spécifique utilisé dans le cadre de sa technologie thérapeutique cellulaire allogénique, à plusieurs pays membres de l'UE jusqu'en 2029.

##### **PREOB®**

En juin, la Société a annoncé la fin du recrutement des 44 patients traités requis pour l'analyse intermédiaire, prévue dans le cadre de l'essai de Phase III dans l'ostéonécrose de la hanche avec PREOB®, son produit de thérapie cellulaire osseuse autologue.

Les données complètes de l'étude de preuve de concept de Phase IIB ont démontré la supériorité d'une administration unique de PREOB®, par rapport au traitement de référence, dans l'interruption ou l'inversion de l'évolution de l'ostéonécrose de la hanche. Ces données ont fait l'objet d'une présentation en juin 2016, à l'occasion du Congrès Européen Annuel de Rhumatologie (EULAR).

Si l'analyse intermédiaire, réalisée à l'issue de 12 mois de suivi des patients, révèle des signaux patents de l'efficacité de PREOB®, le recrutement de l'étude peut être interrompu prématurément. Les résultats du suivi à 12 mois sont attendus au troisième trimestre 2018.

## Événements concernant la Société

La Société a renforcé son expertise dans les domaines de l'orthopédie et de la thérapie cellulaire en accueillant Steve Swinson, Damian Marron et Dirk Dembski en tant que nouveaux membres du Conseil d'administration. Steve Swinson a occupé de nombreux postes à responsabilité chez Medtronic International, leader international des technologies médicales, où il a dirigé la division Spine & Biologics pour le Canada ainsi que l'Europe occidentale, et a été Vice-Président et Directeur Général des activités internationales liées à la colonne vertébrale. Damian Marron est un dirigeant expérimenté du domaine des sciences de la vie. Il a notamment été Directeur Général de deux sociétés de biotechnologie, Agalimmune et TxCell, spécialisées respectivement dans l'immuno-oncologie et l'immunothérapie cellulaire. Dirk Dembski a occupé divers postes dans des sociétés médicales, de biotechnologie et d'orthopédie. Il a été Vice-président des ventes, du marketing et du développement commercial chez Olympus Biotech pour les régions EMEA, Asie-Pacifique et Amérique latine, où il a commercialisé avec succès un portefeuille de facteurs de croissance osseuse, de technologies cellulaires et de biomatériaux novateurs. Dans le sillage de sa nomination, Steve Swinson a été élu fin juin à la Présidence du Conseil d'administration, en remplacement de Michel Helbig, qui continuera de siéger en qualité d'administrateur non exécutif.

Post-clôture du semestre, la Société a nommé Jean-Luc Vandebroek au poste de Directeur financier. Jean-Luc Vandebroek bénéficie d'une solide expérience acquise au sein de grandes sociétés cotées et privées. La carrière de Monsieur Vandebroek s'est bâtie au fil des 15 années passées chez Delhaize (aujourd'hui Ahold Delhaize), le groupe de distribution américano-belge. Au cours de cette période, il a occupé divers postes à responsabilité croissante au sein de la direction financière, tels que Directeur financier Europe et États-Unis, et Vice-Président Finance Belgique et Luxembourg. Il a ensuite été promu Directeur financier de Fluxys, le gestionnaire européen d'infrastructures gazières coté en bourse. Dans le cadre de ces fonctions, il avait notamment en charge le financement des grandes infrastructures sur les marchés de capitaux. Avant de rejoindre Bone Therapeutics, Monsieur Vandebroek a été Administrateur et Directeur financier de Moteo Two Wheels et Bih Europe, le spécialiste des deux-roues motorisés, filiale du groupe Alcopa, une holding familiale belge réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,7 milliard d'euros. Wim Goemaere, ancien Directeur financier de la Société, apportera son soutien à M. Vandebroek au cours de la période de transition et continuera de siéger au Conseil d'administration en qualité d'Administrateur non exécutif.

## Éléments financiers

### *Résultat global*

Durant les six premiers mois de 2017, les revenus d'exploitation s'élèvent à 1,92 M€ (en ligne avec les revenus similaires réalisés durant le premier semestre de 2016). Les revenus proviennent de la reconnaissance des avances récupérables (1,06 M€), de l'exonération partielle du précompte professionnel lié aux employés travaillant dans les activités de recherche et de développement (0,38 M€), du crédit d'impôts sur les investissements réalisés en R&D (0,36 M€) ainsi que les subsides de brevets et d'autres subsides (0,11 M€).

Les frais de recherche et de développement ont augmenté de 7% pour s'élever à 6,43 M€ (6,01 M€ au premier semestre 2016). L'augmentation s'explique principalement par les efforts accrus afin de progresser dans les différents programmes en cours de développement. Les coûts de personnel (renforcement de l'équipe de direction R&D) et les dépenses en biens et services augmentent au même rythme.

Les frais généraux et administratifs pour les six premiers mois ont diminué de 2% pour s'élever à 1,66 M€ comparé à 1,68 M€.

Par conséquent, la perte d'exploitation s'élève à 6,16 M€ en 2017 comparé à 5,74 M€ en 2016.

La perte financière nette s'élève à 0,20 M€ compare à 0,13 M€ en 2016.

La perte de la période augmente au final de 10% par rapport à l'année passée et s'élève à 6,37 M€ pour les six premiers mois de 2017 (contre 5,81 M€ en 2016).

### *Situation financière*

Le total de l'actif de la Société s'élève à 29,85 M€ au 30 juin 2017 comparé à 38,59 M€ au 31 décembre 2016 avec la principale diminution au niveau des comptes de trésorerie. Les actifs circulants ont diminué de 32% pour s'élever à 19,30 M€ à fin juin 2017 (contre 28,47 M€ en 2016). Cette diminution s'explique principalement par la diminution de la position de trésorerie (-7,70 M€) qui a été impactée par l'utilisation de la trésorerie pour l'exploitation, pour les dépenses liées aux investissements ainsi que les dépenses liées pour les activités de financement. Cette diminution s'explique également par la diminution des créances liées aux avances récupérables. En effet, la société a reçu 1,96 M€ durant le premier semestre de 2017. Cette diminution est partiellement compensée par l'augmentation des actifs immobilisés, qui ont augmenté de 4% pour s'élever à 10,55 M€ (10,11 M€ en 2016). L'augmentation est principalement liée à la reconnaissance du crédit d'impôt pour les 6 premiers mois de l'année 2017.

Les capitaux propres de la Société ont diminué de 15,27 M€ à fin décembre 2016 à 8,90 M€ au 30 juin 2017, principalement expliqué par l'affectation de la perte de l'exercice (pour un montant de 6,37 M€).

Le total des dettes à fin juin 2017 s'élève à 20,95 M€ contre 23,32 M€ à fin décembre 2016, en raison principalement de la diminution des dettes à un an au plus.

Les dettes à un an au plus ont diminué de 16% et s'élèvent à 8,87 M€ au 30 juin 2017 (contre 10,51 M€ au 31 décembre 2016).

Les dettes long terme ont diminué de 6% pour s'élever à 12,14 M€ comparé à 12,80 M€ au 31 décembre 2016. Ces dettes ont été impactées par une reclassification de 0,73 M€ en court terme pour la portion des dettes arrivant à maturité au cours des 12 prochains mois.

### *État des flux de trésorerie*

Le tableau de la section 2.4 (voir ci-dessous) présente l'état des flux de trésorerie consolidés de la Société pour les périodes de six mois clôturés au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016.

**Le flux de trésorerie des activités d'exploitation** affiche une utilisation nette de 6,91 M€ pour les six premiers mois de 2017 comparé à 6,58 M€ pour les six premiers mois de 2016.

La perte d'exploitation totale pour la période équivaut à une perte de 6,17 M€ comparé à une perte de 5,74 M€ sur la même période en 2016. Les ajustements liés aux éléments sans incidence sur la trésorerie s'élèvent à 1,26 M€ comparé à 1,21 M€ en 2016, en raison des amortissements, des paiements en actions et de la reconnaissance en revenu d'une partie des avances récupérables, des subventions de brevets et du crédit d'impôt. La trésorerie effectivement perçue en 2017 à titre de subsides s'élève à 1,39 M€ comparé à 0,53 M€ en 2016 (partie liée aux remboursements dépendants du chiffre d'affaires).

Le fonds de roulement se détériore de 0,87 M€ pour les six premiers mois de 2017, suite à la réduction des dettes commerciales et autres dettes pour un montant de 0,44 M€ et à l'augmentation des créances à hauteur de 0,43 M€. Pour les six premiers mois de 2016, le fonds de roulement s'est également détérioré pour un montant de 0,17 M€.

**Le flux de trésorerie des activités d'investissements** affiche une utilisation nette de liquidités de 0,35 M€ pour les premiers six mois de 2017 comparé à 0,68 M€ pour la même période en 2016. Ce montant est principalement représenté par des investissements supplémentaires effectués par SCTS, la filiale de la Société à l'égard des nouvelles installations dans le BioPark de Gosselies mais également par les investissements relatifs à l'équipement des laboratoires et de la production.

**Le flux de trésorerie pour les activités de financement** s'élève à une utilisation nette de 0,45 M€ pour les six premiers mois de 2017 comparé à un flux de trésorerie généré de 0,26 M€ pour les six premiers mois de 2016. Les rentrées nettes de 2017 proviennent des uniquement des subsides d'avances récupérables accordés à la Société par la Région wallonne (financement de projet R&D) pour un montant de 0,59 million

en 2017 comparé à 0,29 M€ en 2016 (partie liée aux remboursements indépendants du chiffre d'affaires). En 2016, des prêts long termes avaient été accordés par les banques pour un montant de 0,48 M€ ainsi que d'autres prêts accordés par des parties liées (à savoir Novallia SA, organe de financement public wallon).

Les décaissements du premier semestre de 2017 proviennent de :

- remboursements liés aux avances récupérables pour un montant de 0,48 M€ en 2017 (0,40 M€ en 2016);
- remboursement des autres dettes à plus d'un an (0,06 M€ en 2017) ;
- autres remboursements (contrats de leasing) et les intérêts payés pour un montant de 0,49 M€ en 2017 (0,30 M€ en 2016);

### **Perspectives pour le reste de l'année 2017**

En septembre 2017, Bone Therapeutics prévoit d'annoncer les résultats intermédiaires de ses programmes de Phase IIA, en cours avec son produit allogénique ALLOB® dans les fractures avec retard de consolidation et dans la fusion vertébrale. En cas de résultats positifs avec les 16 patients traités pour des fractures avec retard de consolidation, après une période de suivi de 6 mois, la Société pourrait mettre fin prématurément à son programme de Phase IIA et procéder aux différentes étapes nécessaires au lancement de la phase suivante. Les résultats intermédiaires de la première cohorte de 16 patients, recrutés et suivis pendant un an dans le cadre de l'essai dans la fusion vertébrale, sont attendus dans un horizon de temps similaire. Dans l'intervalle, le recrutement des deux études se poursuit et le nombre total de patients requis pour l'essai dans la fusion vertébrale, soit 32 patients, devrait être atteint autour de la fin de l'année.

La gestion prudente de la trésorerie restera l'une des priorités majeures de la Société, qui accordera une attention particulière à la trésorerie nette consommée. La trésorerie consommée sur l'ensemble de l'exercice 2017 devrait être de l'ordre de 14-15 millions d'euros. Sur la base de ses priorités stratégiques actuelles, la Société indique qu'elle estime disposer d'une trésorerie suffisante pour mener à bien ses objectifs stratégiques jusque dans le courant du deuxième trimestre 2018

### **Évaluation de la continuité – principe de Going Concern**

Les états financiers intermédiaires du 1<sup>er</sup> semestre 2017 ont été préparés selon le principe de la continuité de l'exploitation, sur le fondement de ce qui suit :

La Société dispose aujourd'hui d'une trésorerie suffisante pour l'avancement de ses programmes de recherche et de développement jusque dans le courant du deuxième trimestre 2018. À la suite de l'annonce, prévue dans la seconde moitié de septembre, des résultats intermédiaires de ses programmes de Phase IIA avec son produit allogénique ALLOB® dans la fusion vertébrale et les fractures avec retard de consolidation, la Société envisage de lever des fonds auprès d'investisseurs, existants et nouveaux, afin de renforcer sa situation de trésorerie et poursuivre l'avancement du développement de sa plateforme prometteuse de thérapie cellulaire osseuse et assurer la continuité au-delà d'une durée de 12 mois à compter de la date du présent rapport.

### **Risques et incertitudes**

Pour une description détaillée des risques associés aux activités de la Société, veuillez-vous référer au Rapport annuel 2016 qui est disponible sur le site internet de la Société.

## 2. États financiers consolidés IFRS pour la période de 6 mois clôturée au 30 juin 2017

### 2.1. État intermédiaire abrégé et consolidé de la situation financière

<b>ACTIF</b> (en milliers €)	Note	30/06/2017	31/12/2016
<b>Actifs immobilisés</b>		<b>10 547</b>	<b>10 114</b>
Immobilisations incorporelles		47	56
Immobilisations corporelles	1	6 485	6 385
Participations dans des entreprises liées		289	291
Actifs financiers		284	299
Impôt différé actif		3 442	3 083
<b>Actifs circulants</b>		<b>19 300</b>	<b>28 471</b>
Créances commerciales et autres créances	2	6 499	8 013
Comptes de régularisation		203	158
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	12 598	20 300
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>29 846</b>	<b>38 585</b>

<b>PASSIF</b> (en milliers €)	Note	30/06/2017	31/12/2016
<b>Capitaux Propres</b>			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		<b>8 897</b>	<b>15 270</b>
<i>Capital souscrit</i>		20 708	20 708
<i>Primes d'émission</i>		42 670	42 670
<i>Résultats reportés</i>		(55 147)	(48 773)
<i>Autres réserves</i>		666	665
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Capitaux Propres</b>	<b>4</b>	<b>8 897</b>	<b>15 270</b>
<b>Dettes à plus d'un an</b>		<b>12 075</b>	<b>12 802</b>
Dettes financières	5	10 434	11 167
Impôts différés		0	0
Autres dettes		1 641	1 635
<b>Dettes à un an au plus</b>		<b>8 874</b>	<b>10 512</b>
Dettes financières	5	1 313	1 242
Dettes commerciales et sociales		2 672	3 120
Autres dettes	6	4 888	6 150
<b>Total des dettes</b>		<b>20 949</b>	<b>23 315</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>29 846</b>	<b>38 585</b>

## 2.2. État abrégé et consolidé du résultat global

<i>(en milliers €)</i>	Note	30/06/2017	30/06/2016
Chiffre d'affaires		0	0
Autres produits d'exploitation		1 922	1 953
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>7</b>	<b>1 922</b>	<b>1 953</b>
Frais de recherche et de développement	<b>8</b>	(6 430)	(6 014)
Frais généraux et administratifs	<b>9</b>	(1 656)	(1 681)
<b>Bénéfice (Perte) d'exploitation</b>		<b>(6 164)</b>	<b>(5 742)</b>
Produits financiers		120	191
Charges financières		(316)	(314)
Différence de change gains / (pertes)		(5)	(5)
Quote-part dans le résultat des entreprises liées		(2)	1
<b>Bénéfice (Perte) courant avant impôts</b>		<b>(6 368)</b>	<b>(5 870)</b>
Impôts sur le résultat		0	60
<b>BÉNÉFICE (PERTE) DE L'EXERCICE</b>		<b>(6 368)</b>	<b>(5 809)</b>
<b>BÉNÉFICE (PERTE) DE L'EXERCICE À AFFECTER</b>		<b>(6 368)</b>	<b>(5 809)</b>
<b>Résultat de base et dilué par action (en euros)</b>	<b>10</b>	<b>(0,93)</b>	<b>(0,82)</b>
Résultat de l'exercice attribuable aux actionnaires		(6 352)	(5 638)
Résultat de l'exercice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(16)	(171)
Résultat global de l'exercice attribuable aux actionnaires		(6 352)	(5 638)
Résultat global de l'exercice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(16)	(171)

### 2.3. État intermédiaire abrégé et consolidé des variations des capitaux propres

(en milliers €)	Attribuable aux propriétaires de la Société				Capitaux propres, part des minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES
	Capital souscrit	Primes d'émission	Résultats reportés	Total capitaux propres, part du Groupe		
<b>Solde au 1er janvier 2016</b>	<b>20 708</b>	<b>42 670</b>	<b>(35 232)</b>	<b>28 146</b>	<b>0</b>	<b>28 146</b>
Résultat global de l'exercice	0	0	(5 638)	<b>(5 638)</b>	(171)	<b>(5 809)</b>
Paiements en actions	0	0	86	<b>86</b>	0	<b>86</b>
Variation des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	(171)	<b>(171)</b>	171	<b>0</b>
Autres	0	0	(9)	<b>(9)</b>	0	<b>(9)</b>
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>20 708</b>	<b>42 670</b>	<b>(40 964)</b>	<b>22 415</b>	<b>0</b>	<b>22 415</b>
<b>Solde au 1er janvier 2016</b>	<b>20 708</b>	<b>42 670</b>	<b>(35 232)</b>	<b>28 146</b>	<b>0</b>	<b>28 146</b>
<b>Solde au 1er janvier 2017</b>	<b>20 708</b>	<b>42 670</b>	<b>(48 108)</b>	<b>15 270</b>	<b>0</b>	<b>15 270</b>
Résultat global de l'exercice	0	0	(6 352)	<b>(6 352)</b>	(16)	<b>(6 368)</b>
Affectation à la réserve légale	0	0	(3)	<b>(3)</b>	0	<b>(3)</b>
Paiements en actions	0	0	17	<b>17</b>	0	<b>17</b>
Variation des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	(16)	<b>(16)</b>	16	<b>0</b>
Autres	0	0	(18)	<b>(18)</b>	0	<b>(18)</b>
<b>Solde au 30 juin 2017</b>	<b>20 708</b>	<b>42 670</b>	<b>(54 481)</b>	<b>8 897</b>	<b>0</b>	<b>8 897</b>

## 2.4. État consolidé des flux de trésorerie

<i>(en milliers €)</i>	30/06/2017	30/06/2016
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat d'exploitation	(6 165)	(5 742)
Ajustements pour :		
Amortissements et dépréciations	253	282
Rémunérations sur base d'actions	17	86
Produits liés aux avances récupérables	(1 063)	(1 218)
Produits liés aux brevets	(112)	(36)
Produits liés au crédit d'impôt	(360)	(306)
Autres	9	(15)
Variations du fonds de roulement :		
Créances commerciales et autres créances (hors subventions)	(431)	222
Dettes commerciales	(437)	(384)
Autres dettes (hors subventions)	(2)	(6)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>(8 294)</b>	<b>(7 117)</b>
Encaissements liés aux avances récupérables	1 368	438
Encaissements liés aux brevets	19	59
Encaissements liés au crédit d'impôt	0	37
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation</b>	<b>(6 908)</b>	<b>(6 583)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Intérêts reçus	(2)	21
Acquisition d'immobilisations corporelles	(334)	(786)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(9)	(17)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement</b>	<b>(346)</b>	<b>(684)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Produits des emprunts publics	586	188
Remboursement de prêts publics	(480)	(402)
Remboursement des autres dettes à plus d'un an	(60)	0
Produits des emprunts avec des parties liées	0	300
Produits des emprunts financiers	0	476
Remboursement d'emprunts avec des parties liées et des dettes de location-financement	(236)	(116)
Remboursement des autres emprunts	(125)	0
Intérêts payés	(133)	(186)
<b>Flux de trésorerie net provenant des activités de financement</b>	<b>(447)</b>	<b>260</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>(7 700)</b>	<b>(7 007)</b>
<b>TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE au début de la période</b>	<b>20 300</b>	<b>33 611</b>
<b>TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE à la fin de la période</b>	<b>12 598</b>	<b>26 604</b>

## 2.5. Notes des états financiers consolidés intermédiaires abrégés et consolidés

### 2.5.1. Information générale

Bone Therapeutics SA (la "**Société**") est une société anonyme de droit belge. L'adresse du siège social est Rue Auguste Piccard 37, 6041 Gosselies, Belgique. Les actions de la Société sont cotées en bourse sur Euronext Bruxelles et Paris depuis le 6 février 2015.

La Société et ses filiales Skeletal Cell Therapy Support SA "**SCTS**" et Bone Therapeutics USA Inc "**BT US**" (dénommées collectivement le "**Groupe**") sont actives dans la thérapie cellulaire régénérative spécialisée pour répondre aux besoins médicaux non satisfaits dans le domaine des maladies osseuses et de l'orthopédie. La Société partage une connaissance approfondie des maladies osseuses et des sciences des cellules souches, une forte expertise dans la fabrication de cellules à usage humain, dans des essais cliniques de thérapie cellulaire et le développement réglementaire, qui ont permis d'établir une position de leader dans le domaine de la thérapie cellulaire pour l'orthopédie et les maladies cellulaires.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 30 août 2017.

### 2.5.2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice de 6 mois clôturé le 30 juin 2017 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards, normes internationales d'information financière) tel qu'adopté par l'Union européenne et à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*.

Les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul sont suivies dans ces états financiers consolidés intermédiaires comme celles appliquées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016.

#### Normes IFRS applicables et interprétation

La mise en œuvre des IFRS liées / modifiées n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires condensés.

#### Base de préparation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers €, sauf mention contraire. L'euro est la monnaie fonctionnelle de la Société et de SCTS. Le dollar est la monnaie fonctionnelle de Bone Therapeutics USA Inc. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère une entité. Sauf mention contraire, les états financiers consolidés ont été établis sur la base du coût historique.

#### Évaluation de la continuité – principe de Going Concern

Les états financiers intermédiaires du 1<sup>er</sup> semestre 2017 ont été préparés selon le principe de la continuité de l'exploitation, sur le fondement de ce qui suit :

La Société dispose aujourd'hui d'une trésorerie suffisante pour l'avancement de ses programmes de recherche et de développement jusqu'au courant du deuxième trimestre 2018. À la suite de l'annonce, prévue dans la seconde moitié de septembre, des résultats intermédiaires de ses programmes de Phase IIA avec son produit allogénique ALLOB® dans la fusion vertébrale et les fractures avec retard de consolidation, la Société envisage de lever des fonds auprès d'investisseurs, existants et nouveaux, afin de renforcer sa situation de trésorerie et poursuivre l'avancement du développement de sa plateforme prometteuse de

thérapie cellulaire osseuse et assurer la continuité au-delà d'une durée de 12 mois à compter de la date du présent rapport.

### 2.5.3. Information sectorielle d'exploitation

Le Groupe ne fait pas la distinction entre les différents secteurs d'exploitation, ni sur une base géographique ni sur le business, en conformité avec le reporting interne fourni au décideur de l'exploitation principale. Le décideur de l'exploitation principale est le Conseil d'administration de la Société.

### 2.5.4. Informations liées aux états financier intermédiaires abrégés et consolidés

#### Note 1 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'élèvent à 6,49 M€ au 30 juin 2017, ce qui représente une augmentation de 0,10 M€. L'augmentation est principalement expliquée par de nouveaux investissements pour un montant de 0,26 M€ relatifs aux nouvelles installations de production à Gosselies et par l'acquisition d'équipement de laboratoire et de production pour un montant de 0,08 M€. Les activités de production seront transférées dans le courant du dernier trimestre 2017. L'augmentation est compensée par le montant des amortissements enregistrés au cours des six premiers mois de 2017 pour un montant de 0,25 M€.

#### Note 2 – Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances sont ventilées comme suit :

(en milliers €)	Total	
	30/06/2017	31/12/2016
<b>Créances commerciales</b>		
Créances commerciales	2	1
Réductions de valeur sur créances commerciales	0	0
<b>Total créances commerciales</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<b>Autres créances</b>		
Créances liées aux impôts	763	392
Créances liées au crédit d'impôt	124	124
Créances liées aux avances récupérables	5 363	7 322
Créances liées aux subventions sur brevets et licences	247	170
Créances liées aux autres subventions	0	3
<b>Total autres créances</b>	<b>6 497</b>	<b>8 012</b>
<b>Total créances commerciales et autres créances</b>	<b>6 499</b>	<b>8 013</b>

Les créances commerciales et autres créances s'élèvent à 6,50 M€, soit une diminution de 1,51 M€ comparé à fin décembre 2016. La diminution est principalement expliquée par les rentrées d'argent liées aux avances récupérables (1,96 M€). Cette diminution est partiellement contrebalancée par l'augmentation des créances de TVA. Les autres éléments sont restés en grande partie inchangés.

#### Note 3 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant de la trésorerie à fin juin 2017 s'élevait à 12,60 M€ et a été principalement impactée par la trésorerie utilisée dans les activités d'exploitation.

#### Note 4 – Capitaux propres

Les capitaux propres de la Société diminuent de 6,37 M€ et passent de 15,27 M€ à fin décembre 2016 à 8,90 M€ à fin juin 2017 principalement expliqué par l'affectation de la perte de l'exercice pour un montant de 6,43 M€.

#### Note 5 – Dettes financières

Les dettes financières sont ventilées comme suit :

(en milliers €)	A plus d'un an		A un an au plus		Total	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016
Dettes de location-financement	130	195	152	194	282	389
Prêts publics (AR)	6 166	6 582	658	557	6 824	7 139
Prêts des parties liées	1 638	1 765	253	241	1 891	2 006
Dettes bancaires	2 500	2 625	250	250	2 750	2 875
<b>Total des dettes financières</b>	<b>10 434</b>	<b>11 167</b>	<b>1 313</b>	<b>1 242</b>	<b>11 748</b>	<b>12 409</b>

Dans l'ensemble, les dettes financières ont sensiblement diminué de 5% et s'élèvent désormais à 11,75 M€.

Les dettes financières à plus d'un an s'élèvent à 10,43 M€ comparé à 11,17 M€ au 31 décembre 2016. La diminution est principalement expliquée par une reclassification de 0,73 M€ aux dettes à court terme et arrivant à maturité au cours des 12 prochains mois.

Les dettes à un an au plus s'élèvent à 1,31 M€, ce qui représente une augmentation de 0,07 M€.

#### Note 6 – Autres dettes à un an au plus

Les autres dettes à un an au plus se composent des produits différés liés aux subventions publiques telles que détaillées ci-dessous :

(en milliers €)	30/06/2017	31/12/2016
Produit différé lié aux avances récupérables	4 741	5 976
Produit différé lié aux subventions pour brevets et licences	148	171
Autre	(1)	3
<b>Total</b>	<b>4 888</b>	<b>6 150</b>

#### Note 7 – Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se composent des différentes subventions reçues par le Groupe :

(en millier €)	30/06/2017	30/06/2016
Produits des subventions liées aux avances récupérables	1 063	1 218
Produits de subventions liées à l'exemption partielle de précompte professionnel	379	390
Produits de subventions liées au crédit d'impôt	360	306
Produits de subventions liées aux brevets et aux licences	112	36
Autres produits de subvention	4	4
<b>Total</b>	<b>1 922</b>	<b>1 953</b>

### Note 8 – Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement se détaillent de la façon suivante :

(en milliers €)	30/06/2017	30/06/2016
Frais de laboratoire et autres charges d'exploitation	3 048	2 683
Frais de personnel	3 027	2 943
Amortissements et réductions de valeur	212	238
Frais de brevets et de licences	143	150
<b>Total</b>	<b>6 430</b>	<b>6 014</b>

Les frais de recherche et de développement pour les six premiers mois de l'année s'élèvent à 6,43 M€ comparé à 6,01 M€ pour la même période l'année passée. L'augmentation des frais est principalement liée à l'augmentation des efforts en R&D pour soutenir les essais cliniques en cours.

### Note 9 – Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs sont détaillés de la façon suivante :

(en milliers €)	30/06/2017	30/06/2016
Frais de personnel	884	755
Amortissements et réductions de valeur	40	42
Autres charges	732	884
<b>Total</b>	<b>1 656</b>	<b>1 681</b>

Les frais généraux et administratifs pour les six premiers mois s'élèvent à 1,66 M€ comparé à 1,68 M€ sur la même période l'année dernière. L'augmentation des frais de personnels (pour le renforcement des équipes et de l'équipe de direction) est contrebalancée par la diminution des autres dépenses administratives.

### Note 10 – Résultat par actions

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisés dans le calcul du résultat de base par action sont détaillés ci-dessous :

	30/06/2017	30/06/2016
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société (en milliers €)	(6 352)	(5 638)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action (en nombre d'actions)	6 849 654	6 849 654
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>(0,93)</b>	<b>(0,82)</b>

## 2.5.5. Instruments financiers

Le tableau suivant présente les catégories d'actifs et passifs financiers conformément à l'IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.

(en milliers €)	Catégorie de l'IAS 39	30/06/2017	31/12/2016
<b>Autres actifs financiers à plus d'un an</b>			
Créances à long terme	Prêts et créances	284	299
Créances commerciales et autres créances	Prêts et créances	5 610	7 496
Placements de trésorerie et valeurs disponibles	Prêts et créances	12 598	20 300
<b>Total actifs financier</b>		<b>18 492</b>	<b>28 096</b>
<b>Dettes financières à plus d'un an</b>			
Dettes de location-financement	Au coût amorti	130	195
Prêts publics (AR)	Au coût amorti	6 166	6 582
Dettes des parties liées	Au coût amorti	1 638	1 765
Autres dettes financières à plus d'un an			
PUT sur les intérêts minoritaires	A la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 641	1 635

Dettes financières à un an au plus			
<i>Dettes de location-financement</i>	Au coût amorti	152	194
<i>Prêts publics (AR)</i>	Au coût amorti	658	557
<i>Dettes des parties liées</i>	Au coût amorti	253	241
Dettes commerciales et autres dettes			
<i>Dettes commerciales</i>	Au coût amorti	2 012	2 327
<b>Total des dettes financières</b>		<b>12 650</b>	<b>13 497</b>

Le PUT lié aux participations ne donnant pas le contrôle est évalué à une juste valeur de niveau 3 et correspond à l'option accordée par le Groupe aux participations ne donnant pas le contrôle dans SCTS qui est consolidé globalement. Ces engagements d'acquisition des instruments de capitaux propres ont été comptabilisés parmi les autres passifs financiers et concerne 50,1 % de SCTS.

Le tableau suivant présente le rapprochement des évaluations à la juste valeur de niveau 3 :

Réconciliation en milliers €	30/06/2017	31/12/2016
Solde d'ouverture	1 635	1 575
Distribution de dividendes	(60)	0
Ecart comptabilisé dans le compte de résultat	66	60
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 641</b>	<b>1 635</b>

L'option put a été valorisée en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie sur base de données non observables significatives, telles que le taux de rendement attendu (7,25 %) et le taux d'actualisation (1,1 %).

Si la donnée non observable liée au taux de rendement attendu augmentait/diminuait de 10 % et que toutes les autres variables demeuraient constantes, la valeur comptable de l'option put augmenterait/diminuerait de 60 000 €. Pour le premier semestre de 2016, l'augmentation/diminution était de 51 000 €.

Les valeurs comptables des actifs financiers comptabilisés dans les états consolidés sont proches de leur juste valeur. Il en va de même pour les passifs financiers, à l'exception des éléments mentionnés dans les tableaux ci-dessous :

(en milliers €)	30/06/2017		
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur
Dettes financières à plus d'un an			
<i>Dettes des parties liées</i>	1 638	2 237	Niveau 2

(en milliers €)	31/12/2016		
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur
Dettes financières à plus d'un an			
<i>Dettes des parties liées</i>	1 765	2 371	Niveau 2

### Analyse de sensibilité – avances récupérables

La juste valeur a été calculée en prenant la moyenne pondérée à partir du meilleur scénario, d'un scénario de base et du pire scénario pour chaque projet. La pondération attribuée à chaque scénario est le suivant :

- Le meilleur scénario donne la moyenne des probabilités de succès (PdS) donnée par les analystes (allant de 20% à 40%) pour chaque projet (probabilités de succès de mise sur le marché par projet) et des engagements maximums vis-à-vis de la Région wallonne ;
- Le scénario de base : la Société honore uniquement les engagements fixes (remboursements non liés au chiffre d'affaires) pour chacun des projets. La probabilité pour ce scénario a été fixée entre 50% et 70%.

- Le pire scénario : la Société arrête toute activité en 2020 et ne fera que respecter ses engagements fixes jusqu'à cette date. La probabilité pour ce scénario a été fixée à 10% pour tous les projets.

Sur la base de ces scénarios, la juste valeur, après avoir actualisé les engagements fixes à des taux compris entre 1,08% et 2,91% et les remboursements dépendant du chiffre d'affaires à un taux de 17,10% (taux moyens utilisés par les analystes pour la Société) s'élève à 7,52 M€.

Lors de l'application d'une analyse de sensibilité sur les variantes ci-dessus, les pondérations entre le meilleur scénario et celui de base (diminution/augmentation des PdS des projets) et la variation du taux d'actualisation utilisé pour l'actualisation des remboursements dépendants du chiffre d'affaires (en utilisant un taux d'actualisation pour une société de biotechnologie plus mature), nous obtenons les résultats suivants :

En milliers €	Impact sur la PoS*				
	-40%	-20%	0	+20%	+40%
<b>DCF avec taux d'actualisation de 17,10% utilisé pour les remboursements dépendant du chiffre d'affaires</b>	7 182	7 324	7 522	7 761	7 999
<b>DCF avec taux d'actualisation utilisé pour les remboursements dépendant du chiffre d'affaires et réduit à 12,5%</b>	7 663	7 885	8 196	8 569	8 942

\* Augmentation/diminution des probabilités liées au meilleur scénario engendrant une augmentation/diminution du scénario de base avec le pire scénario restant à son même niveau de probabilité

## 2.5.6. Opérations avec des parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et sa filiale, qui est une partie liée à la Société, ont été éliminés dans le cadre de la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. Les détails des transactions entre le Groupe et les autres parties liées sont présentés ci-dessous.

### 2.5.6.1 Opérations avec SISE

SISE, qui est une entreprise associée du Groupe, a fourni certains services à la Société pour lesquels un montant de 213 000 € (147 000 € pour le premier semestre de 2016), ce qui correspond à une affectation appropriée des frais encourus par l'entreprise associée. En outre, une dette est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière pour un montant de 168 000 €, comprenant des dettes commerciales (130 000 €) et une dette de location-financement pour le droit emphytéotique sur le terrain (38 000 €, dont 38 000 € comme une dette long terme).

### 2.5.6.2 Opérations avec la Région wallonne

Compte tenu de la relation du gouvernement (Région Wallonne) avec certains actionnaires de la Société et de l'ampleur du financement reçu, la Société est d'avis que le gouvernement est une partie liée. Néanmoins, les montants comptabilisés dans les états financiers concernent principalement des subventions pour un montant total de 30,08 M€ liées aux avances récupérables, brevets et licences. Outre ces subventions, des agences gouvernementales ont accordé des prêts au Groupe pour un montant total de 2,62 M€.

### 2.5.6.3 Opérations avec des dirigeants

La rémunération des administrateurs et des autres membres de la direction est détaillée ci-dessous :

<i>(en milliers €)</i>	Pour la période se clôturant le 30 juin	
	2017	2016
<i>Nombre de membre de la direction</i>	6	6
Avantage à court terme	557	518
Paiements basés sur des actions	17	86
<b>Total</b>	<b>574</b>	<b>604</b>
Nombre de warrants octroyés (en unités)	83 800	159 800
Actions détenues (en unités)	0	110 820

Les opérations avec des administrateurs non-exécutifs peuvent se résumer de la façon suivante :

<i>(en milliers €)</i>	Pour la période se clôturant le 30 juin	
	2017	2016
Paiements basés sur des actions	0	0
Honoraires	101	87
<b>Total</b>	<b>101</b>	<b>101</b>
Nombre de warrants octroyés (en unités)	0	0
Actions détenues (en unités)	717 886	1 430 568

### 2.5.7. Évènements postérieurs au 30 juin 2017

La publication du rapport financier intermédiaire du premier semestre 2017 a été autorisée par le Conseil d'administration de la Société le 30 août 2017. Par conséquent, les évènements survenus après la période de rapport sont les évènements qui se sont produits entre le 1er juillet et le 30 août 2017. Aucun évènement de ce type ne s'est produit.

### **3. Déclaration de responsabilité**

Le Conseil d'administration, représenté par tous ses membres, déclare que, au mieux de sa connaissance, les états financiers consolidés résumés pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2017, qui ont été préparés en conformité avec l'IAS 34 « Information Financière Intermédiaire » telles qu'adoptées par l'Union européenne, donnent une image fidèle de l'actif, le passif, la situation financière et la perte de la Société et des entreprises comprises dans la consolidation dans son ensemble, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants qui ont eu lieu au cours des six premiers mois de l'exercice et des principales transactions avec les parties liées, et leur impact sur les états financiers consolidés résumés, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'année financière.

## 4. Rapport d'audit sur la revue limitée des états financiers

### Rapport d'examen limité sur l'information financière intermédiaire consolidée de Bone Therapeutics SA pour le semestre clôturé le 30 juin 2017

Dans le cadre de notre mandat de commissaire, nous vous faisons rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée. Cette information financière intermédiaire consolidée comprend la situation financière consolidée résumée clôturée le 30 juin 2017, l'état consolidé résumé du résultat global, l'état consolidé résumé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie pour le semestre clôturé à cette date, ainsi que les notes explicatives.

#### Rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée

Nous avons effectué l'examen limité de l'information financière intermédiaire consolidée de Bone Therapeutics SA (« la société ») et sa filiale (conjointement « le groupe »), préparée conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Le total de l'actif mentionné dans la situation financière consolidée résumée s'élève à 29 846 (000) EUR et la perte consolidée (part du groupe) de la période s'élève à 6 352 (000) EUR.

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire consolidée conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire consolidée sur la base de notre examen limité.

#### Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables, et dans la mise en oeuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur l'information financière intermédiaire consolidée.

#### Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire consolidée de Bone Therapeutics SA n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

#### Paragraphe d'observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'explication fournie dans l'information financière intermédiaire consolidée dans laquelle le conseil d'administration justifie l'application du principe de continuité. La société a souffert de pertes inhérentes à la nature de ses activités et dispose actuellement de trésorerie suffisante jusqu'au deuxième trimestre 2018, ce qui indique l'existence d'une incertitude significative sur la capacité de la société à poursuivre ses activités. Le conseil d'administration justifie l'application du principe de continuité grâce à son projet destiné à lever des fonds suite des résultats d'une étude attendus dans le courant du mois de septembre 2017.

Liège, le 30 août 2017

**Le commissaire**

**DELOITTE Réviseurs d'Entreprises**

SC s.f.d. SCRL

Représentée par Julie Delforge

Certaines déclarations, croyances ou opinions du rapport sont des déclarations prospectives, et reflètent les attentes actuelles et les projections futures relatives à des événements futurs de la Société ou, le cas échéant, de ses administrateurs. De par leur nature, les déclarations prospectives impliquent un certain nombre de risques, d'incertitudes et de suppositions qui pourraient entraîner des résultats ou événements effectifs substantiellement différents de ceux exprimés de manière explicite ou implicite dans les déclarations prospectives. Ces risques, incertitudes et suppositions peuvent affecter de manière négative les résultats et effets financiers des plans et événements décrits dans le rapport. Une multitude de facteurs, notamment, sans s'y limiter, des modifications intervenant en matière de demande, de concurrence et de technologie, peuvent avoir pour conséquence que les événements, performances ou résultats diffèrent de manière importante des développements anticipés. Les déclarations prospectives contenues dans ce rapport qui se basent sur des tendances ou des activités passées ne constituent pas des garanties que ces tendances ou activités se poursuivront à l'avenir. En conséquence, la Société rejette expressément toute obligation ou engagement de publier des mises à jour ou révisions des déclarations prospectives de ce rapport suite à une modification des prévisions ou à une modification des événements, des conditions, des suppositions ou des circonstances sur lesquelles ces déclarations prospectives sont basées. Ni la Société ni ses conseillers ou représentants, ni aucune de ses filiales, ni aucun cadre ou employé de ces personnes ne garantit que les hypothèses sous-jacentes à ces déclarations prospectives sont exemptes d'erreurs et aucun de ceux-ci n'accepte la moindre responsabilité en ce qui concerne l'exactitude future des déclarations prospectives contenues dans ce rapport ou la survenance effective des événements prévus. Il ne faut pas placer une confiance induite dans les déclarations prospectives, qui ne concernent que la situation telle qu'elle se présente à la date de ce rapport.